

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 11/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALOMSY

Combe Jacquet
Lieu-dit Fauconnet
26 240 Saint-Barthélemy-De-Vals

Références : 20250811-RAP-DAEN923
Code AIOT : 0010300262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement VALOMSY implanté Combe Jacquet Lieu-dit Fauconnet 26240 Saint-Barthélemy-de-Vals. L'inspection a été annoncée le 16/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALOMSY
- Combe Jacquet Lieu-dit Fauconnet 26240 Saint-Barthélemy-de-Vals
- Code AIOT : 0010300262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site VALOMSY de Saint Barthelemy de Vals est une usine de tri mécano-biologique conçue pour le traitement des ordures ménagères provenant essentiellement de collectivités membres du SYTRAD. La quantité maximale autorisée de matières traitées s'élève à 40 000 t/an, soit 160 t/jour ouvré sur la base de 250 jours ouvrés par an.

Les matières sortantes sont :

- le compost conforme à la norme NFU 44-051,
- le compost non conforme appelé « stabilisé »,
- les refus de tri, constitués de métaux ferreux, refus lourds, refus légers à pouvoir calorifique inférieur (PCI) élevé.

Le site relève de la Directive IED dans la mesure où il est classé sous la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées. En conséquence, depuis le 17 août 2022, il est tenu de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Radioactivité
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Équipe de première intervention	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.5.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Maturité du compost	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 5.2.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Valeurs limites d'émission et surveillance applicable	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 – Point V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Collecte et traitement des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.2	/	Sans objet
5	Collecte et traitement des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.2	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9.2.1	/	Sans objet
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.3.2	/	Sans objet
12	Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 8.1.1	/	Sans objet
13	Substances radioactives	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 8.1.2	/	Sans objet
14	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'évolution des moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit informer l'inspection par courrier des modifications apportées au porter à connaissance qui avait été déposé. Il doit également donner suite à l'ensemble des demandes du SDIS (procédure à mettre en place, plan à établir notamment).

Des observations sont mentionnées dans les rapports de contrôle périodique auxquelles il est nécessaire de donner suite.

Enfin, concernant les non-conformités relevées au niveau des rejets atmosphériques, l'exploitant, s'il a mis en place les meilleures techniques disponibles, pourra demander une évolution des valeurs limites d'émission en s'appuyant sur une évaluation des risques sanitaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Maturité du compost

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 5.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Procédé AT4
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2023
Prescription contrôlée : <p>Pour chaque matière intermédiaire conduisant aux composts, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p> <p>Sont à effectuer des prélèvements et analyses portant sur la maturité de chaque lot de composts produits. La maturité est déterminée par la mesure de respirométrie, selon le procédé AT4. Si le seuil de 40 mg d'oxygène par gramme de matière sèche n'est pas franchi, le compost est considéré comme suffisamment mature ; si ce seuil est franchi, l'une des solutions suivantes est adoptée :</p> <ul style="list-style-type: none">- le compost reste dans le centre pour poursuivre sa maturation ;- le compost est transporté dans un contenant étanche, dans un site de maturation autorisé ;- le compost est considéré comme un déchet, il est transporté dans un contenant étanche, dans un site de traitement autorisé.
Constats : <p>Suite de la précédente inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- Clarifier la situation en matière de prélèvements d'échantillons de compost.- Modifier et compléter le bulletin d'analyses relatif aux composants inertes.- Faire établir par le préleveur d'échantillons un document daté, signé, apportant toutes les précisions utiles sur sa méthode de prélèvements, sur sa conformité à une norme en vigueur, sur sa bonne représentativité, par rapport à la taille du lot notamment. <p>Le prélèvement est maintenant réalisé par le laboratoire Auréa conformément à la norme NF EN 12579 (2013). La fiche de prélèvement mentionne notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le numéro de lot,- le numéro d'échantillon,- le type de produit,- le volume du lot,- le mode de stockage,- les conditions météorologiques,- le nombre de prélèvements élémentaires réalisés,- les analyses prévues,- la méthode quartage,

- le nombre et le volume des contenants,
- le plan d'échantillonnage.

Les résultats des analyses du lot n°2025-01 (prélèvement du 18/04/2025) comportent une analyse de la conformité des composants inertes conformément à la norme NF U 44-164.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émission et surveillance applicable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.3 – Point V

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des odeurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2024

Prescription contrôlée :

V. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets

Effluents gazeux :

Traitement	Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Traitement biologique des déchets, y compris traitement mécano-biologique	H ₂ S (1)	/	semestrielle
	NH ₃ (1)	20 mg/Nm ³ (3)	semestrielle
	Concentration d'odeurs (2)	500 ouE/ Nm ³ (3)	semestrielle
Traitement mécano-biologique des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³	semestrielle
	COVT	40 mg/Nm ³	semestrielle

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH₃ et de H₂S.

(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH₃, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Constats :

Suite de la précédente inspection :

Le rapport relatif à la campagne de contrôle des rejets atmosphériques effectué les 7 et 8 novembre 2022 s'avère incomplet, car il ne précise pas de concentration en composés organiques

volatils totaux (COVT).

Le prochain rapport sera à compléter en ce sens.

Les rapports consultés datant de mai 2024, octobre 2024 et avril 2025 comportent bien l'ensemble des paramètres prévus par l'arrêté ministériel et les analyses sont faites à fréquence semestrielle.

En mai 2024, les résultats sont conformes pour les paramètres NH_3 et poussières et non conformes pour les COVT.

En octobre 2024, les résultats sont conformes pour les paramètres NH_3 et poussières et non conformes pour les COVT pour les biofiltres 1 et 2 (conforme pour BF3).

En avril 2025, les résultats sont conformes pour l'ensemble des paramètres de l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, Renforcement de la défense incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral complété par la porter à connaissance concernant le renforcement de la défense incendie.

Les travaux de mise en sécurité incendie concernent un sprinklage total sous toiture des zones suivantes :

- La zone de réception, le stockage en fosse et la préparation BRS
- La zone de tri mécanique
- Le local laveur, biofiltre
- Les locaux techniques intégrés au bâtiment principal

Les travaux concernent aussi la protection incendie sprinkler des équipements à risque suivants :

- Le trommel et le convoyeur traversant le mur coupe feu
- La sortie du BRS

Les systèmes d'extinction automatique seront alimentés par une source d'eau composée d'un groupe motopompe inséré dans un local maçonné et de deux cuves aériennes métalliques liaisonnées de 594 m³.

Il est prévu la mise en place d'une barrière de rétention automatique de 49 cm et 2 barrières manuelles au niveau des 2 portes piétonnes de la zone basse (fermentation / maturation).

Compléments vus avec SDIS :

- Valider que VALOMSY est en capacité de mettre à disposition dans la cuve de 800 m³ existante un volume de 480 m³ et s'assurer que VALOMSY peut la maintenir à ce niveau de remplissage en permanence.
- Vérifier le débit de réapprovisionnement de la cuve par le forage et l'eau potable concernant la fourniture d'un débit de 240 m³/h, en plus des 2 PI existants alimentés à 120 m³/h, vérifier s'il est possible de pomper via le groupe d'un camion 120 m³/h à partir de la canne d'aspiration existante au niveau de la zone de pompage ("stationnement bus") qui viendraient compléter les 120 m³/h fournis par la motopompe. Un essai serait à réaliser à la rentrée.
- Mise en place d'une canne de pompage au niveau de la réserve incendie située à l'entrée du site pour disposer de 120 m³/h supplémentaires.
- Réaliser sur plan schématique, l'ensemble des installations destinées à la lutte contre

l'incendie à destination du commandant des opérations de secours
<p>Constats :</p> <p>Les travaux d'amélioration de la protection incendie ont été réalisés en totalité excepté pour la partie biofiltre qui ne sera finalement pas protégée par sprinklage.</p> <p>Dans le cadre de l'inspection, la motopompe a été démarrée, elle fonctionne correctement. Les barrières de rétention (manuelles et automatique) sont en place.</p> <p>Deux cuves sont existantes à l'entrée du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une cuve de 240 m³ alimente via une motopompe les deux poteaux incendie ; • une cuve de 800 m³ dans laquelle a été mise en place la canne d'aspiration. Celle-ci est positionnée au niveau de la zone de pompage (« stationnement bus »). <p>Ces deux cuves communiquent entre elles.</p> <p>Le forage permet la réalimentation à un débit de 40 m³/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit définir la procédure permettant de s'assurer que le volume de 480 m³ reste bien disponible pour la protection incendie et vérifier le débit de réalimentation par le réseau d'alimentation en eau potable.</p> <p>Le plan schématique de l'ensemble des installations destinées à la lutte contre l'incendie destiné au commandant des opérations de secours est à établir et transmettre au SDIS.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'adresser un courrier à l'inspection pour l'informer des modifications apportées au dispositif de sprinklage initialement prévu dans le porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Collecte et traitement des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi du groupe électrogène de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'énergie électrique nécessaire aux installations de collecte et de traitement des effluents atmosphériques du centre est secourue par un groupe électrogène de puissance adaptée, régulièrement maintenu et testé.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise le suivi du groupe électrogène à l'aide du logiciel de suivi « FACTOR ». L'année 2025 a été consultée, le groupe électrogène est testé chaque mois. La société ENERIA assure une maintenance et un contrôle annuels, la dernière datant du 07/04/2025. Le rapport ne comporte pas de non-conformités.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Collecte et traitement des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des unités de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les unités de traitement font l'objet d'un suivi régulier (notamment : humidité et aération optimales, état de la biomasse filtrante) dont la traçabilité est assurée, y compris leurs périodes de maintenance et de dysfonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des unités de traitement des émissions atmosphériques est réalisé sur le logiciel « FACTOR ». Les informations suivantes sont consignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les valeurs des mesures mensuelles de NH₃ et H₂S, • les valeurs des pressions en entrée ventilateur et sortie ventilateur permettant de détecter un colmatage du filtre • le suivi de l'arrosage et de l'état de la biomasse filtrante. <p>Ce suivi est réalisé à fréquence mensuelle.</p> <p>Une extraction du suivi a été consultée pour la période janvier 2025 - juillet 2025. Il manque les valeurs pour les mois de mars et avril 2025. L'exploitant indique qu'en mars, il y a eu le remplacement du média filtrant et qu'en avril, les mesures ayant été faites par Environnement Air dans le cadre du suivi semestriel des rejets atmosphériques, l'exploitant ne les a pas réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mensuellement, l'exploitant contrôle, en régime de fonctionnement normal du centre, les rejets de chacune de ses installations de biofiltration, et les unités de traitement à charbon actif, au moyen d'équipements simples (tubes DRAEGER ou équivalent). Les paramètres analysés sont l'ammoniac, hydrogène sulfuré et les composés organiques volatils (NH₃, H₂S).</p> <p>Annuellement, l'exploitant fait réaliser, en régime de fonctionnement normal du centre, par un organisme agréé et conformément aux normes en vigueur, un prélèvement et une analyse des rejets de chacune de ses installations de traitement des rejets atmosphériques (biofiltres et unités de traitement à charbon actif). Les paramètres analysés sont ceux figurant dans le tableau de l'article 3.2.3 du présent arrêté.</p> <p>Tous les deux ans, l'exploitant fait réaliser, en régime de fonctionnement normal du centre, par un organisme de compétence reconnue, une mesure des débits d'odeurs à l'émission, selon des</p>

méthodes normalisées.
Constats : Mensuellement, l'exploitant réalise des analyses sur les paramètres NH ₃ et H ₂ S à l'aide de tubes DRAEGER au niveau des biofiltres. Semestriellement, l'exploitant fait réaliser une campagne de mesures des émissions atmosphériques portant sur les paramètres NH ₃ , H ₂ S, poussières, COVNM et COVT. Dans le cadre de ces campagnes de mesure, les débits d'odeur à l'émission sont également calculés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 3.2.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites en concentrations et flux dans les rejets atmosphériques		
Prescription contrôlée : Les rejets canalisés dans l'atmosphère, dont les analyses sont exprimées dans des conditions normalisées et sur gaz sec, contiennent moins de :		
	Concentration limite en mg/Nm ³	Flux cumulé limite en gramme/heure
Hydrogène sulfuré (H ₂ S)	1	60
Ammoniac (NH ₃)	20	50
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM)	20	600
Constats : Les résultats des analyses réalisées mensuellement ont été consultés de janvier 2025 à juillet 2025. Ils sont conformes. Les résultats des contrôles semestriels de rejets atmosphériques de mai 2024, octobre 2024 et avril 2025 ont été consultés. En mai 2024, les résultats sont conformes en concentration pour les paramètres NH ₃ et H ₂ S. Les concentrations en COVNM (composés organiques volatils non méthaniques) sont non conformes pour les biofiltres BF1 et BF2. Pour ce qui concerne les flux, les résultats sont conformes pour H ₂ S mais pas pour NH ₃ et les COVNM. Pour le paramètre NH ₃ , le flux cumulé de 104 g/h est essentiellement lié au biofiltre B2F. Les concentrations sont cependant très faibles, comprises au niveau des sorties des biofiltres, entre 0,1 et 4,4 mg/Nm ³ . En octobre 2024, les résultats sont conformes en concentration pour les paramètres NH ₃ et H ₂ S. Les concentrations en COVNM sont non conformes pour les biofiltres BF1 et BF2. Pour ce qui concerne les flux, les résultats sont conformes pour H ₂ S et NH ₃ mais pas pour les COVNM.		

En mai 2025, les résultats montrent une nette amélioration de la qualité des émissions atmosphériques. Ils sont conformes en concentration pour les paramètres NH₃ et H₂S. Il y a un très léger dépassement de la concentration en COVNM pour le biofiltre 1 (22 mg/Nm³). Pour ce qui concerne les flux, les résultats sont conformes pour H₂S et NH₃ mais pas pour les COVNM.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant les non-conformités, l'exploitant devra :

- fournir les explications et indiquer les moyens et mesures permettant de revenir à la conformité ;
- et si l'ensemble des meilleures techniques disponibles a déjà été mis en place et que ces MTD ne permettent pas de revenir à la conformité, l'exploitant pourra demander l'évolution des valeurs limites s'appuyant sur une évaluation du risque sanitaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Équipe de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Exercices incendie

Prescription contrôlée :

L'ensemble du personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.

Une équipe de première intervention est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture du centre.

Constats :

Le dernier exercice sur feu réel date du 23/09/2021, il s'agissait d'un feu de fosse. Un compte-rendu de test de situation d'urgence réelle a été rédigé à l'issue. La capacité à réagir a été jugée suffisante.

Cette année, un courriel a été adressé au SDIS pour les 3 sites Valomys afin d'organiser un exercice sur feu réel.

L'exploitant indique que l'ensemble des agents sont formés chaque année au maniement des extincteurs et des RIA (robinets d'incendie armés).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs de formation annuelle des agents du centre au maniement des extincteurs et des RIA.

Il est également attendu qu'il transmette à l'inspection le courriel envoyé au SDIS pour l'organisation de l'exercice sur feu réel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

[...]

Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

[...]

Constats :

La dernière visite périodique a été réalisée par l'Apave les 27 et 28/05/2025. Il s'agissait d'une vérification quadriennale. L'exploitant est en attente du rapport modifié suite à une erreur dans le rapport émis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est rappelé à l'exploitant de tracer les travaux / interventions réalisés pour solder les non-conformités et observations issus des rapports de contrôle périodique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques

Prescription contrôlée :

Les zones de réception/stockage des déchets entrants et de tri sont pourvues d'un système de détection d'incendie dont la maintenance et le contrôle périodiques sont réalisés par un organisme compétent. La traçabilité des interventions de maintenance et de contrôle est assurée.

[...]

Constats :

Le contrôle périodique de la détection incendie est assuré par l'entreprise Chubb à fréquence semestrielle. La dernière visite date du 19/06/2025. Il est indiqué qu'un détecteur de flamme est à déplacer. Il est hors service suite aux essais de mise en marche des déluges. L'entreprise Chubb a proposé de faire un devis qui n'a pas encore été transmis à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit relancer l'entreprise Chubb pour obtenir le devis et réaliser les travaux.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de contrôle suivants ont été consultés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extincteurs (Chubb) en date du 06/03/2025 : une observation concernant un extincteur sorti sans être remplacé. - RIA (Chubb) du 06/03/2025 : pas d'observations. - porte coupe-feu (Apave) du 16/07/2025 : problème sur l'électroaimant d'une porte coulissante. - désenfumage (Chubb) du 01/04/2025 : problème de fonctionnement lié à la corrosion de fusibles thermiques. Un nouveau rapport de Chubb a été émis le 24/06/2025 suite au changement de ces fusibles. Le rapport est cependant très succinct et n'est pas explicite sur les travaux réalisés.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se rapprocher de l'entreprise Chubb pour obtenir des explications sur l'extincteur sorti du parc sans remplacement et pour lui demander des rapports plus détaillés. Une intervention est à prévoir rapidement sur la porte coupe-feu dont l'électroaimant ne fonctionne pas.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Substances radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Système de détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une</p>

<p>fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser la vérification du dispositif de détection de la radioactivité à une fréquence annuelle. La dernière vérification a été réalisée par la société Saphymo le 10/12/2024. Les équipements sont conformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Substances radioactives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 8.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure de gestion des alarmes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.</p> <p>Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place.</p> <p>En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.</p> <p>L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.</p> <p>La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'ANDRA (Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs) de venir prendre en charge le déchet.</p> <p>En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes.</p> <p>L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant dispose d'un mode opératoire commun aux trois sites Valomsky en cas de déclenchement du portique de radioactivité. Sa dernière mise à jour date du 27/12/2023. Il comprend un logigramme détaillant les actions à mettre en œuvre en cas d'alarme au niveau du portique ainsi que les coordonnées de l'entreprise intervenant pour identifier le radioélément et le débit de dose.</p> <p>Le suivi des détections de radioactivité est réalisé avec le logiciel « FACTOR ». La dernière détection date du 15/03/2022.</p> <p>Le site dispose d'un local d'isolement pour la gestion de la source par décroissance. La signalétique apposée sur la porte est claire et apparente.</p> <p>La dernière vérification de la conformité du radiamètre a été réalisée le 11/06/2024 par la société @m2c.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/11/2016, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats d'autosurveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <p>des utilisations d'eau : le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées ;</p> <p>de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du centre de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement (déchets dangereux et non dangereux).</p> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déclarations sur le logiciel de déclaration des émissions polluantes GEREP ont bien été réalisées avant le 01/04/2025.</p> <p>Depuis le début de l'année 2025, il est demandé à l'exploitant de procéder à ses déclarations concernant l'autosurveillance sur le logiciel de gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente (GIDAF). Celles-ci ont bien été réalisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite